

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 28 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-huit septembre à 18 heures, le Conseil de Communauté régulièrement convoqué par courriel en date du 21 septembre 2026 s'est réuni dans la salle du Conseil Communautaire à Magalas, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Sylvain HAGER

Délégués titulaires :

Mesdames CEBE Sylvie, CONSTANTIN Corinne, GABAUDE Chantal, GIL Martine, JOURDAN Guylaine, MILHAU Sylvie, PALAU Geneviève, PALOMARES Alba, ZELINDRE Monique.

Messieurs BARTHES Daniel, BATALLO Alain, BENEZECH Mathieu, BLANQUEFORT Jean, BOSCH Alain, BOUDAL Hervé, BUCHACA Alain, CASTAN Francis, CRISTOL Bruno, DESCHAMPS Guillaume, FARENC Michel, GAYSSOT Lionel, GHORRA Nicolas, GROUSELLE Didier, GUITTARD Jean-Michel, HAGER Sylvain, LACAN Thierry, LAPANOUSE Philippe, PLANÇON Jacques, ROQUE Thierry, ROMERO Jacques, ROUGEOT Pierre-Jean, VICENTE Gilles.

Absents : AMEN-LORENTE Marie, AZEMA-CARLES Emmanuelle, CORDIER Marie, FIS Cathy, FOREZ Daniel, GALTIER Daniel, IZARD Julien, RIES Joël, SIMO-CAZENAVE Jean-Pierre, ULMER Jean-Michel, VERLET Eric, VIALA Angélique.

Suppléants : M Jean-Michel AVARGUEZ, M. GELLY Jean-Baptiste représentant M. Joël RIES, Mme Monique CROS représentant M. Julien IZARD.

M. GALTIER Daniel donne procuration à Mme Sylvie MILHAU
Mme FIS Cathy donne procuration à M. Pierre-Jean ROUGEOT
Mme CORDIER Marie donne procuration à Mme Alba PALOMARES
M. DURO Alain donne procuration à M. Bruno CRISTOL
Mme VIALA Angélique donne procuration à Mme Martine GIL
M. FOREZ Daniel donne procuration à M. Sylvain HAGER
Mme AZEMA-CARLES Emmanuelle donne pouvoir à M. Lionel GAYSSOT
M. VERLET Eric donne procuration à M. Philippe LAPANOUSE

Le quorum étant atteint, l'Assemblée peut délibérer.
Monsieur GAYSSOT Lionel est désigné secrétaire de séance

196-2026 – Motion relative à la fermeture des trésoreries de Saint Pons de Thomières et de Capestang

Considérant le courrier adressé à Monsieur le Président de la CC les Avant-Monts par la Direction départementale des Finances publiques de l'Hérault, en date du 14 Août 2026,

faisant état d'un projet d'adaptation du réseau territorial des Finances publiques dans le département ;

Considérant que ce projet prévoit notamment le regroupement des missions du Service des impôts des particuliers actuellement implanté à Saint-Pons de Thomières ainsi qu'à Capestang, ainsi que le transfert sur Béziers, des emplois actuellement affectés à ces antennes;

Considérant que le Service des impôts des particuliers implanté au Centre des finances publiques de Saint-Pons de Thomières et Capestang constitue un service public de proximité essentiel pour les habitants de la commune mais également pour l'ensemble du bassin de vie et les territoires ruraux environnants ;

Considérant que ce service répond aux besoins d'une population vivant dans un territoire rural et montagneux, éloigné des grandes centralités dans lesquelles sont concentrés de nombreux services publics ;

Considérant que la présence d'un service fiscal de proximité permet aux contribuables de bénéficier d'un accueil physique et de l'accompagnement de personnels spécialisés, notamment pour les situations fiscales nécessitant une expertise et un échange direct avec les services de l'État ;

Considérant que la suppression de ce service constituerait une nouvelle diminution de la présence effective des services publics de l'État sur notre territoire rural ;

Considérant que le recours à l'antenne France Services des Communautés de communes ne saurait constituer une compensation suffisante à la disparition d'un service fiscal spécialisé, ces structures disposant de moyens humains limités et exerçant déjà de nombreuses missions auprès de la population ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire des Avant-Monts DÉCIDE

Article 1 – De manifester sa ferme opposition au projet de suppression du Service des impôts des particuliers actuellement implanté au Centre des finances publiques de Saint-Pons de Thomières et de Capestang ainsi qu'au transfert des emplois actuellement affectés.

Article 2 – De demander solennellement à la Direction départementale des Finances publiques de l'Hérault et à la Direction générale des Finances publiques de reconsidérer ce projet et de maintenir durablement le Service des impôts des particuliers à Saint-Pons de Thomières et Capestang avec les moyens humains nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Article 3 – De rappeler que le maintien de ce service est indispensable non seulement pour les habitants des communes concernées, mais également pour l'ensemble des habitants du bassin de vie et des territoires ruraux environnants.

Article 4 – De transmettre la présente motion à la Direction départementale des Finances publiques de l'Hérault, à Madame la Préfète de l'Hérault, à Monsieur les Maires de Saint Pons de Thomières et de Capestang

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour copie conforme.

LE PRESIDENT



LE SECRETAIRE DE SÉANCE,